

Que faire après le divorce des classes

Par [Laurent Joffrin](#) — 7 février 2017 à 17:46



Paris, 30 janvier 2017. Palais de la Mutualité. Soirée électorale. Benoît Hamon est le vainqueur des Primaires citoyennes pour l'élection présidentielle. Photo Marc Chaumeil pour Libération

Avec la disparition de l'alliance entre classes populaires et classes moyennes, le socle des progressistes a rétréci, laissant la place à celui des insoumis.

- Que faire après le divorce des classes

Voilà un livre que Benoît Hamon, Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon devraient lire. A moins qu'ils ne l'aient déjà fait... Dans un texte clair et pertinent, Thierry Pech, directeur du think tank Terra Nova, explique pourquoi les gauches françaises ont tant de mal à perpétuer l'alliance traditionnelle qui a fait le succès des progressistes depuis au moins un siècle : l'alliance entre classes populaires et classes moyennes intellectuelles.

Le trait dominant de notre époque, dit Thierry Pech, c'est l'insoumission. Pendant quelque cinquante ans, dit-il, la société salariale, née des Trente Glorieuses, a reposé sur une discipline croisée : celle des entreprises qui organisaient scientifiquement le travail de leurs employés ; celle des syndicats et des institutions sociales qui défendaient leurs intérêts. Le compromis qui en est résulté a permis d'accomplir d'immenses progrès. La production rendue plus efficace a décuplé la richesse collective ; la contestation organisée par le mouvement ouvrier et canalisée par l'Etat social a assuré la redistribution des fruits de la croissance. Le niveau de vie des classes populaires a augmenté régulièrement, ainsi que les protections qui leur étaient consenties ou qu'elles avaient arrachées.

Avec l'essoufflement de la croissance et la montée de l'individualisme, ce double mécanisme s'est bloqué. Deux révoltes, silencieuses ou bruyantes, ont bouleversé le modèle progressiste. Les salariés, dont le niveau culturel n'a cessé de s'élever, ont supporté de plus en plus mal les contraintes de la production de masse. Il en est résulté un désengagement du travail et une aspiration générale à plus d'initiative et d'autonomie. Les disciplines de la production ont été de plus en plus mal supportées et les consommateurs ont eux aussi gagné une plus grande autonomie.

La classe moyenne a réussi à adopter un mode de vie plus libre, plus créatif, plus entrepreneurial ; les classes populaires ont été laissées à l'abandon, livrées à un travail qui leur paraissait de plus en plus fastidieux ou pénible, en échange d'un pouvoir d'achat stagnant et d'une précarité croissante. C'est la deuxième insoumission, celle des « Français d'en bas », qui ne perçoivent plus les avantages d'un progrès qui tend de toutes manières à s'arrêter. C'est alors qu'ils ont commencé à perdre foi dans les organisations et les institutions progressistes pour se tourner vers les sirènes dangereuses de l'extrémisme identitaire.

Les classes moyennes, à l'aise dans la mondialisation, ont accepté les prérequis du libéralisme. Les classes populaires, qui n'ont trouvé aucun avantage dans cette évolution, les ont rejetés. L'alliance traditionnelle s'est dissoute. Le progressisme a changé de base sociale, et cette base s'est rétrécie.

Thierry Pech ne se contente pas de constater : il donne les pistes d'un renouveau. Comme on ne peut pas revenir en arrière, à l'inverse de ce que préconise l'actuelle pensée conservatrice, ou réactionnaire, il n'est d'autre solution que de renouer les fils qui se sont rompus. C'est-à-dire de trouver un nouvel équilibre entre les aspirations à la liberté et à l'égalité. Ce que n'arrivent pas à faire nos progressistes d'aujourd'hui : ou bien ils négligent les aspirations à l'autonomie, ou bien ils déprécient les demandes de protection.

Jean-Luc Mélenchon d'un côté, Emmanuel Macron de l'autre, et Benoît Hamon au milieu. *« Il y a fort à parier, dit Thierry Pech, que les chemins continueront à s'écarter entre un imaginaire adossé à une innovation sociale dynamique et un tumulte populiste adossé à une légitime révolte des perdants. »* Il faut donc définir une politique qui allie autonomie et protection, liberté et égalité. Une piste ? La protection de la personne et non celle des groupes ou des statuts.

De meilleures garanties pour les salariés d'Uber, une plus grande souplesse dans le salariat traditionnel, qui ne se traduise pas par une régression sociale. Ce qui oblige les progressistes à repenser l'Etat social. C'est-à-dire à réinventer la social-démocratie traditionnelle pour qu'elle retrouve sa fonction sociale d'organisatrice du progrès. Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon ? Chacun décidera lequel s'approche le mieux de cette nouvelle mission historique.

[Laurent Joffrin](#)